Avancement des Ouvriers de l'Etat, le compte n'y est pas !

Après la parution le 28 mars 2025 concernant les taux d'avancement des ouvriers de l'état, les CMG et les ATE font état d'un **manque de postes important sur l'ensemble du territoire**. Pour preuve, ils ont dû exprimer des besoins supplémentaires à SRHC (Service Ressources Humaines Civiles) qui n'a pu honorer intégralement les demandes de ses propres employeurs

Comment peut-on en arriver à cette situation ? Ceci explique-t-il les tenues rapides des pré-CAPSO et des CAPSO?

Pour la CGT, l'enveloppe initiale de postes accordée par SRHC ne respecte pas les taux définis par l'arrêté du 24 mars 2025, mais s'appuierait plutôt sur un budget qui nous est évidemment inconnu. Le manque de transparence sur le volume de postes octroyé au regard du nombre de conditionnants permettrait aux administrations de faire une nouvelle fois des économies sur le dos des salariés.

Le gel du point d'indice, les postes supplémentaires groupe VII et maintenant des postes disparus ! Mais jusqu'où iront-ils dans le mépris ?

Paradoxal en cette période où le ministère s'acharnerait à mettre « le paquet » pour fidéliser les personnels et maintenir des compétences. A ce jour, nous attendons toujours des actes qui favoriseraient ces orientations pour l'ensemble des personnels et employeurs. Dans l'attente, ce sont des commissions de transformations et restructurations qui s'enchaînent mettant des personnels à l'index.

Dans la période que nous vivons, nous n'avons jamais eu autant besoin de conserver les compétences et le savoir-faire des établissements au sein du ministère des armées, que les différents gouvernements se sont acharnés à démanteler pendant des décennies. Afin d'éviter de se retrouver au pied du mur comme dans le cas présent, la CGT n'a cessé de rappeler, depuis des années, la nécessité de la souveraineté de notre défense nationale. Celle-ci n'ayant pas de prix, commençons par fidéliser les ouvriers de l'état dès à présent.

La tenue des CAPSO ne peut se faire en l'état avec un nombre de postes insuffisant sur le territoire !

Nous interpellons le DRH-MD dès à présent pour que le nombre de poste selon l'arrêté soit à minima respecté.

Montreuil, le 22 avril 2025

Les Ouvriers de l'Etat ne doivent pas être une variable d'ajustement budgétaire !